

Après les Gilets jaunes, faut-il éborgner les agriculteurs ?

écrit par Monique B | 1 février 2024



Beaucoup de foin pour la paille dans l'œil, et d'écrans de fumée pour un scénario bien huilé.

© Miguel Medina / AFP



Beaucoup de foin pour la paille dans l'oeil, et d'écrans de fumée pour un scénario bien huilé.
© Miguel Medina / AFP

TRIBUNE – Les Young Global Leaders (ou YGL, label décerné par les grands manitous du Forum économique mondial de Davos) qui occupent actuellement les postes clé en France (Président et Premier ministre) se trouvent *de facto* dans une position embarrassante.

La situation très difficile des agriculteurs est le résultat de la mise en œuvre des règles des traités signés par les YGL et pour les YGL. Traités permettant de faire jouer la loi du plus fort. La “loi” étant désormais la règle qui profite aux banquiers, aux grands industriels et aux gros négociants. Avec obligation pour les institutions des Etats (dont les organes sont encore élus pour – en théorie – représenter les peuples) de laisser faire et d’y aider.

Les Young Global Leaders (YGL) doivent veiller d’un côté à ce que les textes défavorables pour les agriculteurs, petits et moyens, s’appliquent comme prévu. Et, d’autre part, à ce que ceux-ci continuent à subir sans broncher des conditions de vie épouvantable, en attendant leur disparition. Le tout, comme il a été dit, dans la logique des textes et de

l'idéologie sociétale de leurs auteurs...

Nos Young Global Leaders ont pratiqué comme à l'habitude : ils ont dit aux agriculteurs qu'ils comprenaient leurs problèmes, et leur ont distillé quelques formules sympathiques (qui, si elles étaient suivies d'effet, iraient en réalité à l'encontre des divers traités).

Seulement, les agriculteurs ne sont pas satisfaits des belles paroles de nos YGL ! Et pire, voilà qu'ils parlent négativement des règles contenues dans les traités. Traités qui, les uns, permettent précisément de mettre en place le gouvernement des banquiers et des financiers (avec leurs hommes de main mis en place grâce à diverses techniques de manipulation). Les autres permettant de faire de juteuses juteuses en important des produits agricoles non soumis aux règles françaises (droit du travail, règles sanitaires).

De quels recours disposent donc désormais nos YGL ? Logiquement, il leur reste à faire ce que l'on fait d'habitude :

1. Diviser les protestataires. Ce qui est facile, puisque le monde de l'agriculture est hétérogène (il comprend des industriels et des petits producteurs) ; clivage qui se retrouve parfois au sein de la même organisation syndicale. L'accord des "gros" entre eux et avec les YGL mettra les petits sur le bas-côté. Il s'agira de discréditer ces derniers s'ils s'entêtent.
2. Monter la population contre les réfractaires (comme avec les usagers des trains dont le mécontentement alimente traditionnellement les velléités de supprimer le droit de grève) : commerçants des halles qui verront leurs chiffres d'affaires baisser si leurs lieux de travail sont bloqués, consommateurs déçus ou furieux de ne pas trouver dans les magasins ce qu'ils y achètent habituellement. Faites confiance aux

chaînes de télévision qui, c'est bien connu, aident à penser et savent faire oublier qui est à l'origine du mécontent, pour les interviewer complaisamment.

3. Utiliser la violence " légitime" selon un scénario archiconnu : après que des gens aussi mystérieux qu'insaisissables (comme les Black blocs ou des « Gilets jaunes ») se seront livrés à quelques exactions, lâcher la bride à la police et la gendarmerie au nom du maintien de l'ordre et du sacrosaint respect de l'ordre républicain. Police et gendarmerie qui, remarquons-le, sont bien plus efficaces dans ces tâches que pour assurer la tranquillité publique là où elle n'existe plus, et qui useront de moyens propres à dissuader les gens malheureux ou qui n'en peuvent plus de recommencer à ne pas accepter le sort qui leur est fait et (la classe politique étant acquise à l'idéologie sociétariaire et aux règles des traités) à le manifester.

Va-t-on donc pour cela éborgner quelques agriculteurs ?

Affaire à suivre...

Marcel-M. Monin est maître de conférences honoraire des universités.

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/apres-les-gilets-jaunes-faut-il-eborgner-les-agriculteurs>